

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 avril 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**sur la réalisation de la solidarité européenne
par le biais des obligations corona**

(déposée par MM. Kristof Calvo et
Samuel Cogolati, Mme Catherine Fonck,
et M. Hugues Bayet)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 april 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het realiseren van Europese
solidariteit door middel van corona-obligaties**

(ingediend door de heren Kristof Calvo en
Samuel Cogolati, mevrouw Catherine Fonck
en de heer Hugues Bayet)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La solidarité de l'Union européenne est actuellement mise à l'épreuve. À travers l'UE, les familles sont déchirées, les soignants donnent le meilleur d'eux-mêmes et la population suit des directives strictes pour maîtriser la propagation du coronavirus. Certains pays ont été affectés plus tôt et plus gravement que d'autres par des raisons hors de leur contrôle, mais aucun pays n'est responsable de la crise corona. La pandémie corona est une catastrophe naturelle qui ne s'arrête pas aux frontières nationales. Aucun pays ne peut gérer seul la crise. Pour l'UE, cela signifie qu'une approche commune est nécessaire pour que tous les pays puissent investir de manière appropriée dans leur santé, leur économie et la cohésion sociale. C'est le moment pour l'Europe de montrer qu'elle est une Union de solidarité. La solidarité européenne ne signifie pas seulement lutter ensemble contre la crise sanitaire, mais signifie aussi prendre ensemble des initiatives politiques et financières communes pour remettre sur les rails les sociétés les plus perturbées une fois le virus maîtrisé.

Bien que la crise sanitaire affecte tous les pays de l'UE, les options dont disposent les différents pays pour contrecarrer ses effets économiques par des mesures gouvernementales sont très inégalement réparties. En outre, les rendements des obligations d'État dans de nombreux pays européens, dont l'Italie et l'Espagne, les pays les plus touchés, ont de nouveau fortement augmenté depuis le début de la crise. Afin d'empêcher que la crise actuelle signifie la fin des secteurs et régions de l'UE qui n'ont toujours pas récupéré de l'impact de la crise financière et économique précédente, un partage des frais entre les États membres est nécessaire. Tout ce qui aide un État membre de l'UE à mieux résister à la crise aidera tous les pays de l'UE à progresser. Nous avons également intérêt à faire en sorte que tous les pays sortent plus forts qu'avant de cette crise. Des récessions économiques avec un chômage massif dans plusieurs pays de l'UE ne sont pas seulement moralement indésirables, elles ont automatiquement des conséquences importantes pour la Belgique. Après tout, nos entreprises sont fortement liées à des fournisseurs de toute l'UE. Personne ne s'en sortira mieux si le projet européen est affaibli par cette crise. Nous sommes ensemble dans le même bateau et il est dans notre intérêt commun de sortir ensemble de cette crise.

Refuser des obligations communes pour des raisons purement idéologiques n'est pas approprié dans cette situation de crise dramatique. Une obstruction de

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De solidariteit van de Europese Unie wordt op dit moment sterk op de proef gesteld. Doorheen de EU worden gezinnen verscheurd, geven zorgverleners het beste van zichzelf en volgt de bevolking strenge richtlijnen om de verspreiding van het coronavirus in te dijken. Sommige landen werden door toedoen van het lot eerder en zwaarder getroffen dan andere, maar geen enkel land is verantwoordelijk voor de coronacrisis. De corona-pandemie is een natuurramp die niet stopt bij de landsgrenzen. Geen enkel land kan de crisis alleen aan. Voor de EU betekent dit dat er een gemeenschappelijke aanpak nodig is, zodat alle landen op passende wijze kunnen investeren in hun gezondheid, in hun economie en in sociale cohesie. Dit is een moment waarop Europa moet tonen dat het een Unie van solidariteit is. Europese solidariteit betekent het gemeenschappelijk aanpakken van de gezondheids crisis, maar het betekent ook dat we samen gedeelde politieke en financiële initiatieven moeten nemen om de samenlevingen die het zwaarst ontwricht zijn weer op de rails te krijgen eens het virus ingedijkt is.

Hoewel de coronacrisis alle landen in de EU treft, zijn de mogelijkheden die de verschillende landen bezitten om de economische effecten ervan met overheidsmaatregelen tegen te gaan zeer ongelijk verdeeld. Bovendien is de rente op overheidsobligaties van heel wat Europese landen, waaronder de zwaarst getroffen landen Italië en Spanje, sinds het uitbreken van de crisis weer sterk opgelopen. Om te voorkomen dat corona het laatste duwtje geeft aan sectoren en regio's in de EU die nog altijd niet hersteld van de impact van de voorbije financiële en economische crisis, is een verdeling van de lasten onder de lidstaten nodig. Alles wat één EU-lidstaat helpt om de crisis beter te weerstaan, helpt alle EU-landen vooruit. We hebben er bovendien alle belang bij dat alle landen deze crisis sterker uitkomen. Economische recessies met massale werkloosheid in meerdere EU-landen is niet alleen moreel onwenselijk, het heeft automatisch grote gevolgen voor België. Onze bedrijven zijn immers volledig verweven met leveranciers uit de hele EU. Niemand zal beter af zijn als het Europese project wordt verzwakt door de coronacrisis. We zitten samen in dezelfde boot, en het is dan ook in ons gemeenschappelijk belang om samen uit deze crisis te komen.

In deze dramatische crisissituatie is het weigeren van gezamenlijke obligaties om louter ideologische redenen niet gepast. België mag niet op de rem staan en daardoor

l'introduction de cet instrument par la Belgique n'est pas acceptable. Notre pays ne peut pas être responsable pour un *"too little, too late"* pendant la lutte contre cette crise.

Il faut que la Belgique s'engage à une émission rapide d'obligations européennes pour couvrir les coûts de santé immédiats liés à la crise sanitaire, stabiliser l'économie européenne et soutenir le redémarrage de nos économies. Ces obligations contribueront à partager le fardeau économique d'une crise qui affecte tous les pays simultanément. Elles devraient se concentrer sur le soutien aux pays les plus affectés, tout en étant couvertes par tous les États membres en fonction de la taille de leur économie. Ces obligations peuvent être soutenues par de nouvelles ressources propres européennes. Cette émission de dette partagée entraînera à terme une baisse des taux d'intérêt pour l'Union dans son ensemble. Il s'agit d'un partage des charges face à une crise sans précédent, qui sert comme exemple d'une véritable cohésion européenne. Pendant cette crise, des pays très durement touchés comme l'Italie et l'Espagne peuvent ainsi accéder aux marchés sans payer de primes de risque trop élevées.

Le soutien aux obligations européennes, qu'on les baptise *coronabonds* ou autrement, est exprimé au-delà des frontières nationales et partisanes. Par exemple, il existe d'innombrables démocrates-chrétiens allemands de premier plan, tels que l'éminence grise européenne de la CDU, Elmar Brok, qui ont publiquement défendu cette option en réponse aux souffrances gigantesques que connaît actuellement le sud de l'Europe. Les chefs de gouvernement français, irlandais et luxembourgeois, entre autres, font des déclarations similaires. Le Groupe vert européen a mis une proposition concrète sur la table. Même aux Pays-Bas, l'État membre le plus opposé aux obligations européennes jusqu'à présent, de nombreuses voix sont favorables à mettre fin à cette opposition, comme Lodewijk Asscher des sociaux-démocrates (PvdA), tandis que les députés du parti gouvernemental libéral D66 ont appelé le gouvernement à accorder au moins plus d'attention à la solidarité européenne.

En outre, ces obligations sont la formulation la plus concrète et effective de l'instrument de dette commune auquel neuf chefs d'État et de gouvernement ont fait appel le 25 mars 2020.

mee verantwoordelijk zijn voor een *"too little, too late"* bij de bestrijding van deze crisis.

België hoort zich te scharen achter een snelle uitgifte van Europese obligaties om de onmiddellijke gezondheidskosten in verband met de coronacrisis te dekken, om de Europese economie te stabiliseren en de herstart van onze economieën te ondersteunen. Deze obligaties zullen helpen om de economische last te delen van een crisis die alle landen tegelijk treft. Ze moeten daarbij focussen op steun aan de zwaarst getroffen landen, terwijl ze door alle lidstaten worden gedekt naar gelang de omvang van hun economieën en mee kunnen worden ondersteund door nieuwe, eigen, Europese middelen. Een dergelijke gedeelde schulduitgave zal uiteindelijk leiden tot lagere rentetarieven voor de Unie als geheel. Het gaat hierbij om een lastenverdeling in het licht van een ongekennde crisis, als toonbeeld van een echte Europese cohesie. Erg zwaar getroffen landen als Italië en Spanje kunnen zo tijdens deze crisis op de markten toegang tot financiering bekomen zonder overdreven hoge risicopremies te betalen.

Steun voor gezamenlijke Europese obligaties – of men ze nu als *"coronabonds"* of als iets anders aanduidt – wordt over lands- en partijgrenzen heen uitgesproken. Zo zijn er talloze prominente Duitse christendemocraten, zoals CDU-coryfee Elmar Brok, die zich publiek hebben uitgesproken voor deze optie als antwoord op het gigantische leed dat Zuid-Europa nu ondergaat. Onder meer de Franse, Ierse en Luxemburgse regeringsleiders laten soortgelijke geluiden horen. De Europese Groene fractie legde een concreet voorstel op tafel. Zelfs in Nederland, de lidstaat die zich tot nu toe het meest verzet tegen Europese obligaties, gaan er tal van stemmen op om dit verzet te staken, zoals Lodewijk Asscher van de sociaaldemocratische PvdA, en riepen parlementsleden van de liberale regeringspartij D66 de regering op om op zijn minst meer aandacht te besteden aan Europese solidariteit.

Deze obligaties zijn dan ook de meest aan te bevelen concrete invulling van het gemeenschappelijke schuldinstrument waartoe negen staatshoofden- en regeringsleiders op 25 maart 2020 opriepen.

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)
Catherine FONCK (cdH)
Hugues BAYET (PS)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que les États membres de l'Union européenne sont touchés par une crise sanitaire exceptionnelle;

B. considérant que cette crise sanitaire a des répercussions profondes et potentiellement durables dans tous les domaines de la société;

C. considérant qu'une solidarité européenne maximale est le seul moyen de sortir plus fort de cette crise;

D. considérant que les obligations européennes communes sont l'instrument le plus efficace pour réaliser cette solidarité;

E. considérant que le plan de soutien économique provisoire du 9 avril laisse en suspens la question du financement du redéploiement économique de l'Union, sans apporter de réponse à la situation des pays particulièrement fragilisés comme l'Italie;

F. considérant qu'il est nécessaire d'intégrer l'émission de dette commune dans le plan de relance afin de garantir que les États membres les plus durement affectés bénéficient d'un mécanisme de solidarité dans l'intérêt de toute l'Union européenne;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'œuvrer sans équivoque à une solidarité maximale au niveau européen, tant au niveau sanitaire que social et économique pour répondre à la crise du coronavirus;

2. de pleinement opter, dans ce contexte, pour l'introduction de l'instrument des obligations européennes communes comme point de départ pendant les négociations.

9 avril 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat de lidstaten van de Europese Unie getroffen worden door een uitzonderlijke gezondheids crisis;

B. overwegende dat deze gezondheids crisis een verregaande en potentieel langdurige impact op alle maatschappelijke domeinen heeft;

C. overwegende dat maximale Europese solidariteit het enige middel is om sterker uit deze crisis te geraken;

D. overwegende dat gemeenschappelijke Europese obligaties het meest effectieve instrument zijn om deze solidariteit te realiseren;

E. overwegende dat het voorlopige economische steunplan van 9 april geen antwoord biedt op de financiering van de economische relance van de Unie, en geen antwoord geeft op de situatie van bijzonder kwetsbare landen zoals Italië;

F. overwegende dat de gemeenschappelijke uitgifte van schuld in het herstelplan moet worden geïntegreerd om ervoor te zorgen dat die lidstaten die het hardst worden getroffen, profiteren van een solidariteitsmechanisme dat in het belang is van de Europese Unie als geheel;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. op Europees niveau eenduidig te ijveren voor maximale solidariteit om een antwoord te bieden op de coronacrisis, zowel op gezondheidsvlak als op sociaal en economisch vlak;

2. in dit kader tijdens onderhandelingen als uitgangspuntie voluit te kiezen voor het invoeren van het instrument van gemeenschappelijke Europese obligaties.

9 april 2020

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)
Catherine FONCK (cdH)
Hugues BAYET (PS)